

SwissLeaks Mardi 10 mars 2015

La colère des députés britanniques contre les dirigeants de HSBC

Par Eric Albert Londres

Les responsables de la banque ont dû s'expliquer devant un comité parlementaire. Les autorités argentines réclament le rapatriement de 3,5 milliards de dollars

Stuart Gulliver a dû se sentir encerclé. Convoqué pour la deuxième fois en deux semaines par un comité parlementaire britannique, cette fois-ci celui chargé des comptes publics, le directeur général de HSBC a passé plus de deux heures face à 13 députés en colère pour s'expliquer sur l'affaire SwissLeaks. En même temps, juste derrière lui, parmi les spectateurs de cette audition publique, se trouvait Ricardo Echegaray, le patron de l'organisation fiscale d'Argentine.

Celui-ci a fait le déplacement à Londres pour réclamer le rapatriement de 3,5 milliards de dollars qui appartiennent à des entreprises ou à des individus argentins, et qui ont selon lui échappé à l'impôt grâce à des comptes de HSBC. En septembre, il a reçu des autorités françaises une liste de 4040 comptes non déclarés, qui proviennent des informations dévoilées par Hervé Falciani, l'informaticien à l'origine de SwissLeaks. Depuis, il a ouvert une information judiciaire contre «les dirigeants de HSBC en Argentine, les facilitateurs de ce stratagème et les bénéficiaires de comptes enregistrés à la filiale (de HSBC) de Genève». Les autorités argentines ont en particulier lancé un mandat d'arrêt international contre Miguel Abadi: basé à Londres, l'homme dirige le fonds d'investissement Gems Advisors, et son compte contient 1,4 milliard de dollars.

Les députés britanniques n'ont cependant pas évoqué le cas argentin, préférant tenter de comprendre comment HSBC Suisse avait pu accueillir à grande échelle des clients qui fraudaient le fisc et d'autres dont l'origine de l'argent était douteuse. Outre Stuart Gulliver, ils avaient aussi invité Chris Meares, qui dirigeait la banque privée entre 2006 et 2009, au moment des faits de SwissLeaks, ainsi que Rona Fairhead, membre non exécutif du conseil d'administration qui présidait son comité d'audit.

Leurs réponses étaient sur la ligne habituelle de HSBC: depuis 2011, quand Stuart Gulliver a pris la tête du groupe, la taille de la filiale suisse a été fortement réduite, passant de 30 000 à 10 000 clients; à l'époque des documents de SwissLeaks (2006–2007), HSBC était organisée selon une structure fédérale, où chaque pays était très autonome, avec des contrôles du siège assez réduits. «Cette structure relâchée («loose») n'était pas adéquate», reconnaît Stuart Gulliver.

Les députés britanniques n'ont pas caché leur frustration face à ces explications. Si les trois dirigeants de HSBC auditionnés ont tous accepté une «responsabilité partagée» pour le scandale, aucun n'accepte une «responsabilité directe». «Vous nous demandez de croire que la banque suisse était seule dans son coin. Mais je ne peux pas croire que personne n'était au courant de ses agissements illégaux. Vous avez fermé les yeux», accuse Chris Heaton-Harris, un député conservateur.

Excédée, Margaret Hodge, la très combative présidente du comité, a fini par se lancer dans une grande tirade. Prenant des extraits des fichiers issus de SwissLeaks, elle a lu certaines des annotations des banquiers chargés des clients à HSBC Suisse. L'un soulignait un «problème pour ouvrir un compte

joint parce que l'argent n'était pas déclaré». Un autre préconisait de changer l'investissement de son client «vers un produit hors d'atteinte (des autorités fiscales)». Voilà la preuve, selon Margaret Hodge, que les banquiers de HSBC Suisse savaient parfaitement ce qu'ils faisaient, et pas seulement en Suisse: «Il s'agit d'une collusion complète. Et (les banquiers de HSBC Suisse) visitaient sans cesse leurs clients à Londres, au Ritz et dans les autres bars chics de la ville.» Pour elle, dire que personne n'était au courant hors de Suisse est «complètement ridicule».

LE TEMPS © 2015 Le Temps SA